

6 bonnes raisons de **VOTER** décembre 2005



1 **L'engagement syndical doit être aux côtés des plus démunis.**

L'accès d'un plus grand nombre d'élèves au baccalauréat et à l'université n'a pas conduit à une véritable démocratisation de l'éducation. Les inégalités sociales face à l'école n'ont pas disparu avec l'élévation du niveau général d'instruction. Les enfants des catégories populaires ont statistiquement toujours moins de chances d'obtenir le baccalauréat ou un diplôme supérieur que les enfants des classes sociales plus aisées. Quant au chômage, il frappe d'abord les jeunes qui sortent du système éducatif sans qualification et surtout ceux dont les familles connaissent déjà des situations sociales fragiles.

2 **Le syndicalisme de l'Éducation nationale doit procéder à de profondes remises en cause, et cela aussi bien dans ses orientations que dans ses pratiques militantes.**

La régression pédagogique à un utilitarisme minimal organisé par la loi Fillon, les fermetures continues de postes dans les quartiers populaires et les zones rurales, l'augmentation de la précarité, l'exclusion des voies générales par l'orientation précoce, les reculs de la laïcité, le renforcement d'un autoritarisme "managérial" à l'encontre des personnels et d'un autoritarisme policier à l'encontre des élèves, les expulsions d'élèves sans-papiers... sont autant de changements qui obligent le syndicalisme de l'Éducation nationale à de profondes remises en cause.

3 **La question scolaire doit devenir une question syndicale interprofessionnelle comme le sont celles des retraites, de la santé ou du Code du travail.**

Le démantèlement de l'Éducation nationale orchestré par la loi de décentralisation de 2004 transfère les TOS aux régions et aux départements pour livrer demain ces services à la marchandisation libérale, processus déjà largement avancé en matière de restauration scolaire. Il n'est plus possible de penser aujourd'hui l'avenir de l'École laïque comme un problème relevant du seul syndicalisme enseignant.

4 **La grève appartient à celles et ceux qui la font.**

C'est dans cette logique nouvelle que les équipes militantes de Sud éducation se sont étoffées et ont vu leur nombre augmenter depuis la création de la Fédération en juin 1998 et surtout depuis les grèves du printemps 2003 où, dans de nombreuses villes, les militants de Sud éducation ont tenté de favoriser la démocratie des Assemblées Générales, la grève reconductible, les initiatives interprofessionnelles.

5 **La régression sociale ne se négocie pas. L'urgence est à la convergence des luttes.**

Ces élections professionnelles de 2005 interviennent dans un contexte syndical encore marqué par les défaites revendicatives du printemps 2003, reculs sur les retraites et sur l'unité du système éducatif mise à mal par la décentralisation et le transfert des TOS aux collectivités locales. Dans ces brèches, Chirac, Raffarin, Sarkozy, Villepin (pour ne pas parler des gouvernements précédents) se sont engouffrés pour tenter de casser une à une les positions acquises par des décennies de luttes salariales (santé, formation professionnelle, code du travail, école, salaires, services publics, libertés publiques). La répression qui a suivi l'opposition des lycéens à la loi Fillon, comme l'intervention des forces spéciales dans les conflits sociaux à la Poste (Bègles) ou à la SNCM (Marseille), ou encore les rafles de sans-papiers, montrent bien à quoi est prêt ce gouvernement pour continuer dans son entreprise de casse à tous les étages.

6 **Le syndicalisme traditionnel ne peut enrayer le mouvement actuel du libéralisme.**

Face à cela, le syndicalisme qui n'organise pas la lutte unitaire contre l'allongement du temps de travail dans les collèges et les lycées, celui qui refuse de voir l'invention des "emplois-jeunes" comme une intrusion massive de l'emploi précaire dans le premier degré, celui qui, par "discipline confédérale", abandonne les PLP au bout d'une semaine de grève en 2003, celui qui soutient la candidature de Paris aux Jeux Olympiques plutôt que de soutenir les lycéens en grève contre la régression scolaire, ou encore celui qui appelle à la grève générale quand tout est fini ; sans parler de celui qui signe la casse des retraites avec le pouvoir quand la grève commence, et de toutes ces organisations "syndicales" qui présentent des listes tous les trois ans au suffrage des personnels pour ensuite s'en retourner avec quelques permanents à un mutisme bien mérité ; ce syndicalisme là ne peut enrayer le mouvement actuel du libéralisme.

Avec modestie et détermination, nous tentons là où nous sommes de construire autre chose pour le syndicalisme. Construire un véritable syndicalisme intercatégoriel dans l'Éducation nationale, celui où instits, profs, IATOSS se rencontrent, débattent et agissent ensemble n'est pas une chose facile, tant notre milieu professionnel est marqué par des décennies de corporatismes où chaque catégorie a son syndicat bien à elle. Inscrire ce syndicalisme intercatégoriel dans un ensemble interprofessionnel efficace (avec Sud Ptt, Sud Rail, Sud Énergie, Sud Michelin, Sud santé/Sociaux etc...) n'est pas non plus l'affaire d'un jour.

C'est sur ce chemin que nous avançons, et l'allongement de nos cortèges dans les manifestations, l'augmentation de nos effectifs et de nos initiatives unitaires comme la nette augmentation de notre nombre de listes à ces élections professionnelles dans toutes les catégories enseignantes et dans toutes les académies en sont les premiers témoignages.

VOTER

c'est renforcer une autre voix

Sud

et une autre voie pour le syndicalisme.

c'est réinscrire le syndicalisme des personnels de l'Éducation nationale

dans les luttes de l'ensemble du monde du travail.